



**Communiqué de presse
26 janvier 2009**

Malheureusement, les athlètes olympiques ne sont pas les seuls à qui l'on demande de la flexibilité...

TORONTO, CANADA – Une coalition internationale d'organisations œuvrant pour les droits des travailleurs et travailleuses a mis en ligne aujourd'hui le deuxième d'une série de messages sur Internet mettant en cause les principales marques de vêtements et de chaussures de sport relativement aux conditions de travail qui prévalent dans les ateliers de misère des chaînes d'approvisionnement mondial à la veille des Jeux Olympiques de Vancouver. Les messages mettent en relief un site Web qui classe les réponses reçues des entreprises de fabrication de vêtements et chaussures de sport, y compris Nike, Adidas, Puma et autres concernant une série de revendications sur les droits des travailleurs et travailleuses mises de l'avant par la coalition juste avant les derniers Jeux Olympiques à Beijing.

Le deuxième message affiché sur le Web par la coalition, formée par le Maquila Solidarity Network du Canada, la Confédération syndicale internationale, la Fédération internationale des travailleurs du textile, de l'habillement et du cuir, la campagne européenne Vêtements propres, souligne la croissance du travail précaire dans les usines de fabrication de vêtements et chaussures de sport, par la balise « Pour une athlète olympique, la flexibilité peut signifier une chance de remporter l'or. Pour les femmes qui fabriquent les vêtements de sport, la flexibilité ne signifie que des contrats à court terme, aucune sécurité d'emploi et peu de droits reconnus par la loi ».

Le message de la coalition accuse les marques qui tirent profit des Jeux Olympiques de courir vers un « nivellement vers le bas » sur la question des salaires et des conditions de travail. La campagne demande aux organisations et aux personnes à titre individuel d'écrire aux marques de vêtements et chaussures de sport pour leur dire : « Il est temps d'améliorer votre jeu et de commencer à supprimer les obstacles qui entravent les droits de travailleurs et travailleuses ».

« Le recours aux contrats de durée limitée et à la sous-traitance pour l'apport exclusif de main-d'œuvre dans l'industrie de l'habillement et de la chaussure s'est accru au cours des dernières années, laissant aux travailleurs et travailleuses peu de sécurité d'emploi, peu de droits reconnus par la loi et aucune possibilité d'intervenir en faveur de leurs droits sans perdre leurs emplois », a affirmé Lynda Yanz, directrice générale de Maquila Solidarity Network (MSN), l'organisation torontoise de défense des droits des femmes et du travail qui a conçu le message.

« On demande aux travailleurs et travailleuses qui confectionnent les vêtements de sport à travers le monde de travailler de longues heures sous une pression intense et même de gagner souvent moins d'un dollar par jour », affirme Jeroen Merk de la campagne Vêtements propres. « Beaucoup doivent endurer des accords de travail précaire, des menaces de fermeture d'usine, des obstacles insurmontables à leurs droits de se syndiquer et des salaires de misère ».

« Nombre de marques de vêtements de sport ont un beau discours », admet Patrick Itschert, secrétaire général de Fédération internationale des travailleurs du textile, de l'habillement et du cuir. « Elles affirment vouloir appuyer les normes fondamentales du travail dans les usines qui fabriquent les produits de marque pour les Jeux Olympiques, mais elles ne sont pas disposées à prendre des mesures décisives pour créer des emplois décents dans leurs chaînes d'approvisionnement. Le but de notre campagne vise à faire en sorte qu'elles soient à la hauteur de ce qu'elles affirment ».

Il est possible de consulter le classement des entreprises et de voir les messages sur un nouveau site Web de la coalition Play Fair Coalition à : www.surmonterlesobstacles.org

Le message en ligne peut être visionné à l'adresse suivante :
<http://www.youtube.com/watch?v=yxckly0bGzQ>

La campagne de sensibilisation apparaît sur des douzaines de sites Web en Colombie-Britannique, Canada, et dans le monde, y compris ceux de l'Alliance de la Fonction publique du Canada, de la Fédération du travail de la Colombie-Britannique, la Fédération des enseignantes et enseignants de la Colombie-Britannique, Oxfam, le Congrès du travail du Canada, les Travailleurs et travailleuses canadien(ne)s de l'automobile, le Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier, le Syndicat canadien de la fonction publique, la Confédération Syndicale Internationale, la campagne européenne Vêtements propres et autres.

« Les autorités du domaine des sports, y compris le Comité International Olympique et les autorités pour les sports individuels, doivent rendre obligatoire la confection des produits portant leur logos dans des conditions décentes et le respect total des droits des travailleurs et travailleuses qui les fabriquent », a déclaré Guy Ryder, secrétaire général de la Confédération Syndicale Internationale.

Personnes contact :

Kevin Thomas, directeur à la défense des droits, Maquila Solidarity Network, Canada
Tél. : 416-532-8584. Courriel : kthomas@maquilasolidarity.org

Patrick Itschert, secrétaire général, Fédération internationale des travailleurs du textile, de l'habillement et du cuir, Belgique
Tél. : 0032-2-512-2606. Courriel : office@itglwf.org.

Jeroen Merk, campagne Vêtements propres

Tel : 310-204-281824. Courriel : jeroen@cleanclothes.org

Guy Ryder, secrétaire général, Confédération Syndicale Internationale

Tél. : ++32-2-224-02-22 Courriel : guy.ryder@ituc-csi.org